



RENCONTRE INTERNATIONALE SUD

BILANS, ENSEIGNEMENTS, RECOMMANDATIONS



R
I
S

Un guide pratique pour les diasporas

TABLE DES MATIÈRES



PARTIE A - Introduction

- 05** Les Rencontres Internationales Sud : qu'est-ce que c'est ?
- 05** Quels objectifs pour le FORIM ?
- 06** Un guide pratique, Pourquoi ?
- 06** Qui ? Quand ? Où ?

PARTIE B - Restitution des expériences - Conseils

- 08** I. D'ici à là-bas : Préparer la RIS
- 08** Prendre l'initiative, définir des objectifs
- 09** Répartir les rôles
- 10** A la recherche de partenaires et de financements
- 11** II. La Rencontre Internationale Sud : Un évènement qui fait bouger les lignes
- 11** Des formats flexibles, des ambitions partagées
- 12** Dialoguer avec les autorités, trouver un langage commun
- 13** Engager les médias et la société civile, diffuser son message
- 14** III. La RIS, et après ? Prendre des engagements communs
- 15** Les rencontres de suivi, un instrument à renforcer ?
- 16** Conclusion
- 17** Témoignage
- 18** Remerciements



SIGLES ET ACRONYMES

AFD : Agence Française de Développement

CAPCOS : Coordination d'Appui aux Projets de Solidarité Internationale pour le Congo

CBF : Conseil des Béninois de France

CODD : Collectif Ivoirien d'appui aux Initiatives de Développement Durables

CSSSE : Comité de Suivi du Symposium des Sénégalais de l'Extérieur

HCMF : Haut-Conseil des Maliens de France

FIA/ISM : Femmes Inter-Associations/Inter-Services Migrants

CAGEF : Collectif des Associations Ghanéennes de France

CAGF : Coordination des Associations Guinéennes de France

OSIM : Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations

PRA/OSIM : Programme de Renforcement aux Organisations de Solidarité
Internationale Issues des Migrations

PAFHA : Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes

RADTIF : Réseau des Associations de la Diaspora Togolaise en Ile-de-France

RAME : Réseau des Associations Mauritanienes en Europe

UABF : Union des Associations Burkinabè de France

UIAFFIF : Union Interfédérale des Associations Féminines et Femmes Ivoiriennes de
France

PARTIE A : INTRODUCTION



RIS Togo - 2017





Les Rencontres Internationales Sud : qu'est-ce que c'est ?



RIS Bénin - 2012

La Rencontre Internationale Sud est une activité régulière du FORIM, initiée en 2012. Elle répond au besoin identifié par le FORIM et ses membres de développer ses activités à l'international, notamment dans les pays d'origine des diasporas représentées en son sein.

Les diasporas, porteuses de projets de développement local sur leurs territoires d'origines, manquent parfois de liens avec les institutions nationales, notamment celles en prise avec les enjeux de développement (administrations centrales et déconcentrées, Ministères du développement, etc.) mais aussi avec les organisations de la société civile, les agences internationales et les institutions diplomatiques. La consolidation de dispositifs comme le PRA/OSIM, le programme d'appui technique et financier pour les projets portés par les OSIM, et la réalisation de missions de suivi sur le terrain, appellait également à une plus grande intégration de toutes les parties prenantes, afin de renforcer la durabilité, l'impact, et la visibilité des initiatives.

En parallèle, de nombreux pays ont fait le choix de renforcer la gouvernance des enjeux diasporas et des relations avec leurs citoyens résidents à l'étranger. Certaines structures représentatives avaient déjà vu le jour, à l'image du Haut-Conseil des Maliens de l'Extérieur (1991), ou du Haut-Conseil des Burkinabè de l'Extérieur (1993). Ces organes consultatifs se voulaient des espaces d'échanges, de représentation et de participation des diasporas dans les politiques publiques. Toutefois, la constitution d'administrations dédiées est apparue comme une nécessité afin de permettre aux gouvernements de piloter de réelles initiatives d'engagement des diasporas, notamment pour le développement local.

Dans la foulée du Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger (1994), ou du Ministère Chargé des Relations avec les Bénévoles de l'extérieur (1999), le XXI^{ème} siècle apparaît comme celui de la prise en compte de la "question diaspora" par les pays d'origine. Au Sénégal, à la création du Ministère des Sénégalais de l'Extérieur (2003) a fait suite en 2012 un Ministre délégué chargé des Sénégalais de l'Extérieur (2012) puis de la Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur (2013). Ces dernières années, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Togo ou encore le Ghana ont fait le choix de renforcer leurs institutions et de développer des stratégies d'engagement de la diaspora.

Ces initiatives fournissent autant de cadres de travail et d'interlocuteurs avec lesquels les diasporas installées en France, notamment celles représentées au sein du FORIM, peuvent dialoguer, exprimer leurs aspirations, partager leurs pratiques et les obstacles rencontrés dans la conduite de leurs projets. Le FORIM, dans sa mission première d'appuyer les organisations de la diaspora, a fait le choix de soutenir ces dialogues à travers l'organisation de rencontres multi-acteurs dans les pays d'origine.

Quels objectifs pour le FORIM ?

Dès leur apparition, les Rencontres Internationales Sud –RIS– ont été organisées avec des objectifs précis pour le FORIM :



Renforcer la contribution des diasporas au développement des pays d'origine grâce à une meilleure connaissance des pratiques de Codéveloppement



Encourager les échanges d'expériences et les partenariats entre les diasporas et les pays d'origine pour une dynamique concertée et efficace au développement local



Promouvoir les partenariats réciproques et la mise en réseau des acteurs du Nord et du Sud



Valoriser la double appartenance des OSIM aux sociétés civiles



Un guide pratique, Pourquoi ?

Dès leur apparition, les Rencontres Internationales Sud –RIS- ont été organisées avec des objectifs précis pour le FORIM :

Ce document est le résultat d'une démarche de capitalisation menée par le FORIM auprès des 11 porteurs de RIS depuis 2012. Cette démarche a été conduite entre septembre et décembre 2020, et animée par un comité de pilotage composé de Moussa Dramé - Réseau des Associations Mauritanienes en Europe (RAME), Adolé Ankráh - Femmes-Inter Associations/Inter-Services Migrants (FIA/ISM), d'Esther Saint-Ville - Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes (PAFHA), tous trois organisateurs de RIS, épaulés par Ernest Moussoki - la Coordination d'Appui aux Projets de Solidarité Internationale pour le Congo (CAPCOS), représentant la commission Capitalisation du FORIM. Deux chargés de mission du FORIM ont participé au cadrage, analyse et mise en forme de ce guide.

Ce guide se veut être avant tout une restitution des différentes approches des organisations à chaque étape du processus de réalisation de l'activité : **la phase préparatoire, le jour J, le suivi**. Pour chaque étape, un temps collectif de partage d'expériences a été organisé, pour permettre à tous les porteurs de contribuer à ce travail, en détaillant la manière dont ils et elles ont préparé, conduit, invité, animé, restitué, suivi ces événements. De par la diversité des contextes (sociaux, politiques, institutionnels) et de l'état d'avancement de l'engagement de la diaspora dans les différents pays, les RIS sont nécessairement des dispositifs flexibles. Plutôt que d'apposer un format rigide, le FORIM et ses membres construisent à chaque RIS différents modes d'exécution, dans le but d'être le plus en phase possible avec la réalité du pays. Dans ce cadre, les remontées d'expérience sont particulièrement précieuses.

Ce guide a toutefois l'ambition d'aller plus loin et de proposer, à chaque étape, **des conseils et bonnes pratiques** à destination des futures organisations porteuses afin de stimuler leur réflexion en interne. Des points de vigilance sont également soulevés, permettant d'intégrer et de dépasser certains obstacles et difficultés.

Qui ? Quand ? Où ?

Depuis 2013, 12 rencontres de ce type ont été organisées dans les pays d'origine des diasporas représentées au sein du FORIM : Bénin, Guinée, Maroc, Mali, Haïti, Mauritanie, Togo, Sénégal, Ghana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire. La liste suivante n'inclut pas les rencontres de Suivi de RIS

CBF - NOVEMBRE 2012

Bénin "Journées d'échanges sur la mobilisation de la diaspora pour sa participation au développement national : apport du FORIM et du CBF"

"Journées d'échanges sur la mobilisation de la diaspora pour sa participation au développement national : apport du FORIM et du CBF"

Sénégal CSSSE - FEVRIER 2013

CAGF - MAI 2013

Guinée "Diaspora et Développement Local, Politiques et Partenariats entre Acteurs du Développement"

"Rôle des migrants dans le développement de leur territoire d'origine"

Maroc M&D - NOVEMBRE 2013

HCMF - AVRIL 2014

Mali

"Diasporas et Institutions haïtiennes : cadres de coopération pour un développement durable"

Haïti PAFHA - MAI 2015

RAME - MAI 2016

Mauritanie "Promouvoir et mettre en oeuvre la coopération entre les différents acteurs du développement territorial. Quelle place et quel(s) rôle(s) pour les migrant.e.s?"

FIA-ISM & RADTIF - JANVIER 2017

Togo "Migrations et développement : enjeux et stratégies"

"Construire des partenariats fiables avec la diaspora ghanéenne pour le développement"

Ghana CAGEF - JANVIER 2018

CSSSE/3A MECSEF - RIS REGIONAL

"L'engagement des diasporas en faveur du développement durable dans l'espace CEDEAO"

Sénégal

"Migrations et Développement"

Burkina Faso UABF - JUILLET 2018

UIAFFIF (NON MEMBRE) - OCTOBRE 2019

"Les diasporas mobilisées pour le co-développement en Côte d'Ivoire et dans l'espace CEDEAO"

Côte d'Ivoire



PARTIE B : RESTITUTION DES EXPÉRIENCES - CONSEILS



RIS Bénin - 2012





I. D'ici à là-bas : Préparer la RIS

Prendre l'initiative, définir des objectifs

Qui décide de l'organisation d'une RIS ? Pour les porteurs, il n'y a pas de doute : le FORIM était à l'initiative et leur a proposé de co-organiser une rencontre dans leur pays d'origine. Cette démarche est bien perçue, dans la mesure où les collectifs de diasporas sont en effet à la recherche de moyens pour se rapprocher des acteurs qui se mobilisent autour des enjeux Migration et Développement dans leur pays d'origine.

La RIS peut s'inscrire dans la continuité d'activités organisées par les collectifs de diasporas, ou être vue comme une opportunité de lancer une nouvelle dynamique. Dans la plupart des cas, il existait une envie forte de créer du lien avec les autorités nationales. FIA/ISM, porteur de la RIS Togo, le dit clairement :

« On était dans l'inconnu sur la relation entre les institutions et la société civile au Togo »

Selon les pays et les contextes politiques, les diasporas, malgré leurs actions régulières sur les territoires, restent parfois relativement coupés des autorités nationales et des administrations centrales. Cette situation pénalise à la fois les diasporas, qui éprouvent souvent des difficultés dans la conduite de leurs projets et n'ont pas d'interlocuteurs à qui adresser leurs demandes, mais aussi les gouvernements, qui n'arrivent pas à canaliser les contributions des diasporas dans la réalisation de leurs plans de développement, notamment au niveau local.

En plus de cette volonté de dialogue, les collectifs font aussi remonter le besoin de communiquer autour de leurs initiatives. Les actions des diasporas, notamment dans des territoires reculés, restent peu visibles au-delà du cercle des bénéficiaires. Comme le dit la PAFHA à propos de la RIS Haïti :

« L'objectif premier, c'était la visibilité de nos actions ».

Pour pousser les parties prenantes (institutions, médias, société civile, etc.) à prendre le potentiel des diasporas au sérieux, il faut être en mesure de présenter des exemples concrets d'initiatives dont la réalisation a un impact durable, mesurable sur une population.

Les diasporas assument que le portage de cette action représente un défi, et les sort "de leur zone de confort". Les organisations se sont construites et structurées autour de la mobilisation d'associations de base en France, et ont développé une expertise de montage et de gestion de projet de développement local. L'organisation d'une rencontre multipartite, l'animation d'un dialogue, naviguer dans des enjeux politiques nationaux complexes, tout cela représente de nouvelles missions et des compétences à développer.



Conseil

En plus des objectifs propres au FORIM, il est important que le membre porteur se pose, en interne, la question de ses propres objectifs et résultats : Où en est l'état des discussions sur Migration et Développement ? Que pouvons-nous apporter ? Que voulons-nous obtenir ?

- **Inscrire l'action dans la continuité d'activités ou l'opportunité de lancer une nouvelle dynamique**
- **Quelques objectifs stratégiques :**

 Créer du lien avec les autorités nationales, mais aussi avec la société civile : partenaires locaux, acteurs de la recherche, médias.

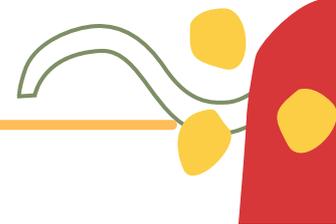
 Communiquer autour de leurs initiatives / rendre visible leurs actions sur le territoire.

 Promouvoir la rencontre entre une multiplicité d'acteurs : autorités, organisations locales, organisations de la diaspora, autres...

 Initier des partenariats avec les institutions au pays.

 Présenter les besoins et attentes de la diaspora auprès des institutions nationales et/ou locales.





I.D'ici à là-bas : Préparer la RIS

Répartir les rôles



RIS Togo - 2017

Une fois le principe acté, les porteurs s'organisent en interne pour porter le projet et remplir les missions. D'emblée, le besoin d'appropriation par les instances des collectifs se fait ressentir. La RIS est une activité d'envergure, qui engage l'organisation dans son ensemble, pas simplement l'équipe responsable de son exécution. Pour des collectifs regroupant un grand nombre d'associations, et dont les orientations stratégiques ne sont pas toujours appropriées par les membres, cette phase de concertation, sensibilisation des instances vise à créer de l'adhésion.

Ainsi, le CAGEF décrit ce qu'il appelle les "quatre dialogues" qu'il a engagés pour l'organisation de la RIS au Ghana, à savoir :

- Le premier dialogue entre le FORIM et le CAGEF a permis de préciser le cadre de la rencontre, les objectifs, le pilotage de l'action.
- Le deuxième dialogue s'est structuré en interne au CAGEF, à travers des réunions des instances, le partage de documents, la co-construction des attentes. Sans cette phase, « la RIS n'aurait pas contribué au renforcement de son organisation, mais aurait pu au contraire risquer de générer des tensions ».
- Le troisième dialogue engagea le CAGEF avec les autorités en charge des diasporas au Ghana, en particulier le Ministère des Affaires Etrangères, pour préparer le terrain et les engager dans l'élaboration du programme.
- Enfin, le quatrième dialogue rassembla les partenaires qui pourraient avoir un intérêt à contribuer au projet.

En interne au sein des associations, on constate différents modèles d'organisation. Certaines structures ont fait le choix d'assurer le portage et pilotage par le Bureau directement, comme au Bénin. Pour le Togo, deux associations membres étaient en lead, et faisaient le lien avec une association partenaire sur place, en charge de la mobilisation et de la logistique. En Mauritanie, l'implication du Conseil d'Administration du RAME a été intégré dans un comité de pilotage regroupant les partenaires (FORIM, GRDR, COSIM Nouvelle Aquitaine, AGIR, etc.).

Quelle que soit l'approche choisie, la relation entre le porteur et le FORIM est le ciment du pilotage de l'action. Le FORIM apporte son expérience de gestion de projet et des RIS passées, que le porteur peut adapter au contexte et à ses propres ressources. Néanmoins, certains porteurs ont fait part des difficultés rencontrées lors de la phase préparatoire dans la relation avec le FORIM, qui ne prenait pas assez en compte leurs particularités et imposait une approche perçue comme rigide. Les obligations qui incombent au FORIM vis-à-vis de ses partenaires financiers peuvent créer un décalage entre le FORIM et son membre, d'où la nécessité d'une communication renforcée et transparente.

Il en fut de même pour la Côte d'Ivoire, où un comité de pilotage élargi aux autres membres du FORIM, notamment aux OPAP qui accompagnent les OSIM ivoiriennes dans le cadre du PRA/OSIM, et aux partenaires institutionnels ici et là-bas (Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur, Expertise France) a fourni un appui précieux aux collectifs de la diaspora mobilisés.



RIS Bénin - 2012



I. D'ici à là-bas : Préparer la RIS



Conseil

Sensibiliser sur la démarche aux acteurs concernés afin de créer l'adhésion et l'engagement pour sa mise en place



Ne pas laisser les responsabilités au hasard. Clarifier dès le début les rôles de chacun au sein de l'organisation, ainsi que les prises de décision, facilitera grandement la réussite du projet



Ne pas hésiter à élargir le comité de pilotage à d'anciens porteurs, des élu.e.s du FORIM, et aux partenaires, cela permet de penser l'action dans sa globalité



Préparer une feuille de route et l'expliquer aux parties prenantes



Associer les partenaires locaux de projets pour une vision plus large de l'événement.



Rentrer en contact avec les autorités locales et/ou nationales afin de faciliter les démarches



RIS Maroc - 2013

A la recherche de partenaires et de financements

La recherche de partenaires est au cœur de la RIS. En effet, les besoins, notamment en terme de co-financement, nécessitent l'inclusion d'autres acteurs qu'il faut démarcher. En retour, la perspective d'une rencontre à forte visibilité est aussi un moyen pour développer de nouvelles relations avec des structures ou individus que les diasporas avaient identifié comme pertinents et pour lesquels la RIS offre une opportunité de prise de contact et d'échange.

En Mauritanie, le travail en comité de pilotage avait conduit à une appropriation de l'action par les partenaires historiques du RAME comme le GRDR, mais d'autres acteurs, comme le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France, ont aussi été impliqués et ont contribué financièrement. **De manière générale, les représentations françaises dans les pays d'origine sont des parties prenantes incontournables.** Elles appuient les organisations françaises de solidarité internationale, et voient les diasporas comme des ponts entre les pays. Les bureaux de l'Agence Française de Développement sont aussi des alliés précieux : ils connaissent souvent déjà le FORIM, et le siège, un des financeurs principaux du FORIM, cherche à créer du lien entre les actions menées dans les pays d'intervention. Il est donc logique



Conseil

Anticiper toutes les dépenses liées à l'événement. Les questions financières sont beaucoup plus compliquées à gérer sur place.



II. La Rencontre Internationale Sud : Un évènement qui fait bouger les lignes

Des formats flexibles, des ambitions partagées

Quel programme pour la RIS ? Quel format ? Quelles thématiques traitées ? L'étude des compte-rendus et les contributions des porteurs révèlent que la RIS n'a pas de format figé. Elle se tient parfois sur une journée, parfois sur deux jours. En fonction du budget alloué, de la thématique traitée, de la volonté ou non de prévoir des temps de travail en atelier, les programmes de ces rencontres sont amenés à être construits au cas par cas. Le contexte national, en particulier l'intérêt des autorités autour des enjeux de l'engagement des diasporas, joue un rôle crucial dans l'élaboration du programme, ainsi que l'existence de travaux de recherche et la présence d'acteurs de la société civile pertinents. Enfin, la RIS a pu parfois être conduite conjointement avec une mission de suivi des projets appuyés par le PRA/OSIM, le programme de soutien technique et financiers aux projets portés par les organisations de la diaspora.

Ces missions de suivi permettent au FORIM de rencontrer les acteurs partenaires des projets accompagnés par le dispositif, d'échanger sur les réussites, l'impact pour les bénéficiaires ainsi que les difficultés rencontrées. Elles doivent par la suite faire l'objet de restitution. Les "missions couplées" permettent de profiter de la RIS pour restituer les visites de terrain, et fournir des exemples concrets d'initiatives portées par la diaspora, et d'ancrer les discussions autour du soutien que les parties prenantes peuvent apporter.

Ainsi, au Bénin, la RIS s'est tenue sur un jour dans le cadre d'une mission couplée. En Côte d'Ivoire, la mission couplée a débouché sur une RIS de deux jours, dont un jour dédié au travail en ateliers thématiques. Au Burkina Faso, la mission n'était pas couplée mais deux jours sont apparus nécessaire pour donner notamment la parole à la diversité des travaux universitaires sur l'engagement de la diaspora Burkinabè.



Conseil

Une seule journée passe vite ! S'il est prévu une cérémonie d'ouverture avec la participation de nombreux officiels, les échanges risquent d'être écourtés et frustrer les participants. Si parmi les objectifs de la RIS figurent l'initiation des conventions de partenariat avec certains acteurs, prévoir des moments d'échanges dédiés à ces fins.



Point de vigilance

Attention au calendrier des fêtes nationales ou des réunions des autorités. Afin de permettre une participation le plus large possible, bien vérifier que les dates de la RIS ne se superposent pas à des évènements nationaux qui limiteraient la présence d'acteurs clés.



RIS Haïti - 2015





II. La Rencontre Internationale Sud : Un évènement qui fait bouger les lignes

Dialoguer avec les autorités, trouver un langage commun

Comment engager un dialogue constructif avec les autorités des pays d'origine sur la contribution des diasporas au développement ? Les organisateurs de RIS font ressortir le besoin de se rapprocher des institutions nationales. Au Togo, l'histoire entre le gouvernement et la diaspora togolaise, qui s'est construite autour d'opposants au régime, est historiquement houleuse. L'absence de collaboration entre les institutions togolaises et les organisations diasporiques, ainsi que la méfiance entre ces dernières, a empêché la création d'espaces constructifs de discussions. Comme le dit FIA/ISM, porteur de la RIS au Togo :

« Il nous fallait trouver des alliés au sein des institutions, des personnes qui parlaient le même langage que nous ».

Ce besoin de se rapprocher des institutions, notamment celles en charge des diasporas et des politiques de développement, a conduit à une forte présence des autorités lors de toutes les RIS. Cela traduit une forte capacité des associations de la diaspora de démarcher, mobiliser, engager des autorités qui manquent parfois d'interlocuteurs structurés. En Haïti, le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Extérieur a été un partenaire précieux dans l'organisation de la rencontre, en facilitant l'accès à la PAFHA, porteur de la RIS. Au Burkina Faso, la RIS a été vue comme une opportunité pour le jeune Ministère des Burkinabè de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine de présenter sa stratégie et développer son réseau. Au Bénin, la visite du FORIM et du CBF a même fait l'objet d'un communiqué en conseil des Ministres, afin d'affirmer l'importance que revêtait cette rencontre pour l'ensemble de l'équipe gouvernementale.

Dans la plupart des cas, **la RIS "remue", "fait bouger les lignes", en mettant face à des institutions parfois jeunes des acteurs structurés, dont l'expertise en gestion de projet et appui aux associations apporte une crédibilité et une légitimité.**

« Nous agissons concrètement sur des territoires, comment pouvez-vous nous appuyer ? »

Cette volonté de dialogue, loin des enjeux partisans, voire ethniques, qui cristallisent parfois la relation avec les autorités, permet à toutes les parties prenantes de se projeter, d'identifier précisément les enjeux, les blocages, les opportunités. En Mauritanie, le RAME, en apportant l'expertise d'une étude réalisée sur la diaspora mauritanienne en Europe, a pu ancrer ses revendications dans des exemples concrets et proposer une vision stratégique. En Côte d'Ivoire, le co-portage de la RIS avec deux collectifs de la diaspora, l'Union Interfédérale des Associations féminines et Femmes Ivoiriennes de France (UIAFFIF) et le Collectif Ivoirien d'appui aux Initiatives de Développement Durables (CODD), a montré aux autorités la capacité de la diaspora ivoirienne à travailler ensemble, par-delà les blocages historiques et/ou politiques. Les acteurs font remonter que la RIS constitue un pivot dans la relation, il y a "avant" et un "après", même si le renouvellement des alliés au sein des institutions freine parfois la consolidation d'alliances durables, comme en Haïti.

Dans la structuration de ce dialogue, l'inclusion des collectivités locales est précieuse. La présence d'élus locaux, en prise directe avec les actions des diasporas sur leurs territoires, apporte un soutien supplémentaire et vient souvent soutenir la démarche de la diaspora vis-à-vis des autorités centrales. Ainsi au Bénin, l'intervention du Maire de Sakété ou celle du Maire de Bouaké en Côte d'Ivoire, ont apporté un éclairage concret dans la manière dont les associations et les institutions peuvent collaborer sur les enjeux de développement.



Point de vigilance

Si le dialogue avec les autorités est pertinent, attention aux risques d'instrumentalisation ! Elles peuvent avoir intérêt à récupérer politiquement la démarche entamée





II. La Rencontre Internationale Sud : Un évènement qui fait bouger les lignes

Engager les médias et la société civile, diffuser son message

Si le dialogue avec les autorités est une priorité pour les diasporas, les RIS sont aussi une opportunité de renforcer les liens avec les partenaires de la société civile et de valoriser et diffuser ses actions et messages auprès des médias locaux.

La RIS se veut un évènement public, auquel sont invités à participer toutes les composantes de la société civile, les associations locales, les ONG, les représentants du secteur privé, les universitaires etc. En effet, tous ces acteurs peuvent être confrontés aux enjeux migratoires, dans leurs différentes composantes, de solidarité, d'investissement productif, mais aussi au poids politique de la diaspora, sa participation à la construction de l'Etat ou au développement économique. Ces acteurs ont parfois une connaissance partielle du FORIM, des collectifs de la diaspora et de leurs actions, mais la RIS est l'occasion de présenter en détail l'approche Migration et Développement, ainsi que les projets concrets portés par les OSIM. Les associations locales ont cependant parfois beaucoup d'attentes lors de ces rencontres, notamment en matière d'appui financiers dont elles ont besoin pour leur projet. Ainsi, au Togo :

« Il y avait beaucoup d'associations, notamment de jeunes, avec des projets concrets. On a créé des attentes ».

Le témoignage des associations est souvent percutant, surtout dans la mesure où elles ont rarement l'opportunité de présenter leurs initiatives et besoins aux autorités de leur pays.

A ce titre, **la participation des partenaires locaux des projets appuyés par le PRA/OSIM a été vécu comme un succès**, notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Ghana. Ces partenaires, originaires pour la plupart de territoires reculés, sont les premiers concernés par les enjeux de développement, d'accès aux services base, de production agricole, et du rôle que joue la diaspora dans le financement et la conduite de projets à fort impact social. Ils sont également en première ligne face aux difficultés administratives rencontrées tout au long du cycle de projet, et peuvent proposer des solutions concrètes.

Comment faciliter l'obtention des autorisations ? Quels circuits de communication créer avec les administrations centrales ? Comment sortir du cas-par-cas avec les autorités portuaires afin d'acheminer rapidement le matériel reçu ?

Les experts apportent quant à eux une analyse ancrée dans des travaux de recherche, des études chiffrées et une connaissance profonde des acteurs. Ils permettent, comme ce fut le cas au Burkina Faso, de replacer les échanges dans le temps long de l'histoire des migrations du pays et de ses politiques de développement.

La couverture médiatique de l'évènement est aussi une priorité partagée entre le FORIM et les collectifs de diasporas, pour lesquels la RIS représente une occasion de faire connaître leurs organisations et initiative, et de donner un écho national à l'engagement des diasporas, notamment aux initiatives de développement local. Presse écrite, radio, télévision, la diversité des médias permet de toucher des cibles variées. Ainsi, en Côte d'Ivoire, ce sont plus de 10 médias qui ont assisté et rendu compte. La délégation est également intervenue à la radio nationale.



- Dans la mesure du possible, permettre aux partenaires des projets d'être présents et d'intervenir lors du déroulé.
- Dans de nombreux pays, la couverture médiatique est payante. Prévoir un budget en conséquence.





III. La RIS, et après ?

Prendre des engagements communs

Dans la démarche de dialogue initiée par les RIS, les porteurs sont à la recherche de partenariats avec les acteurs locaux. Lorsque cela est possible, certaines RIS ont pu déboucher sur la signature de conventions, ou en initier le processus. Ces conventions ont l'ambition de formaliser un partenariat dans les relations entre les diasporas et les autorités, afin de faciliter concrètement, sur le terrain, les initiatives portées par les OSIM. Cela a été le cas en Guinée par exemple, où la RIS a été clôturée par la signature de conventions entre :

- Le FORIM et le Service National des Points d'Eau
- Le FORIM et le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
- La Coordination des Associations Guinéennes de France et le Ministère Délégué des Guinéens de l'Extérieur

Par ailleurs, un projet de convention entre le FORIM et le Ministère d'Etat aux Affaires Etrangères a été soumis. Celui-ci reste en cours de discussions. Un autre projet de convention a été soumis au Ministère de la Santé, sans suite. Au Bénin, une convention a été signée entre le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur et le FORIM. Détaillant les obligations de chaque partie, ces conventions insistent sur le partage d'informations entre les acteurs tout au long de la réalisation de projets de solidarité (OSIM, administrations centrales, déconcentrées, collectivités locales), et la mobilisation des ressources (humaines, techniques, financières). Toutefois, la CAGF et le CBF relèvent tous deux que l'application de ces conventions n'a pas été optimale, en raison soit du manque de moyens alloués aux organes de suivi ou aux changements à la tête des institutions.

La RIS peut également être le point de départ d'une collaboration renforcée, comme ce fut le cas au Ghana, où l'échange entre la diaspora et les institutions nationales s'est poursuivie dans le but de signer une convention tripartite entre le FORIM, le CAGEF, et le Bureau Diaspora, rattaché à la Présidence de la République du Ghana.

Cette convention devrait être signée au printemps 2021 et permettre une meilleure coordination entre les partenaires et une plus grande durabilité des projets des OSIM ghanéennes en France. Pour anticiper les problèmes rencontrés par les autres organisations par le passé, il est prévu de renforcer le comité de suivi et de doter la convention d'un plan d'actions précis.

La signature de conventions n'est toutefois pas la seule manière de poursuivre le travail engagé. En Haïti, des échanges réguliers ont lieu entre la Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes et le Ministère des Haïtiens de l'Etranger. C'est le cas en Mauritanie également, bien que les relations entre la diaspora et les autorités soient historiquement complexes. Toutefois, la PAFHA et le RAME reconnaissent qu'ils auraient souhaité formaliser ces échanges dans un cadre partenarial précis, afin notamment de ne pas devoir tout recommencer lorsque les responsables politiques et institutionnels changent. Au Burkina Faso, un comité de suivi, composé d'experts et de représentants de la société civile locale et diasporique, a été formé pour préciser les recommandations de la rencontre et les porter auprès du Ministre des Burkinabè de l'Extérieur, ce qui a été fait quelques mois plus tard.

Conseil



Quels que soient les outils utilisés, prévoir un mécanisme de suivi du dialogue, notamment avec les autorités. Ce suivi peut s'organiser autour d'actions simples pour commencer

(partage des projets financés par le PRA/OSIM, remontées périodiques des difficultés rencontrées par les OSIM, etc.)



Point de vigilance

Les actions de suivi méritent des ressources à allouer pour sa mise en place. Prévoir comment les concrétiser et les moyens nécessaires





III. La RIS, et après ?

Les rencontres de suivi, un instrument à renforcer ?

Depuis 2017, le FORIM a développé un nouvel outil, le "suivi de RIS", afin d'accompagner ses membres dans la poursuite du dialogue initié pendant les RIS. **Ces rencontres entendent répondre au besoin exprimé par les porteurs précédents de dégager des ressources supplémentaires, humaines et financières, au-delà de la RIS**, qui est bien souvent une première prise de contact, mais ne débouche pas nécessairement sur une relation de travail durable. Le suivi de RIS cherche à réunir à nouveau les acteurs pertinents autour d'initiatives concrètes, ou de faire un point d'étape un ou deux ans après la RIS et de voir si les recommandations ont été suivies d'effet.

A ce jour, trois rencontres de ce type ont été organisées : une pour le Burkina Faso et deux pour le Togo. Au Burkina Faso, le suivi de RIS s'est tenue 14 mois après la RIS et avait notamment pour objectif de remobiliser le comité de suivi qui s'était formé à la suite de la première RIS. Il s'est avéré que, faute de moyens, le comité n'avait pas pu poursuivre sa mission au-delà de la présentation des recommandations consolidées au Ministre. Pour le Togo, les deux rencontres de suivi se sont tenues à Paris, le contexte politique national ayant polarisé la question diaspora au pays. Ces deux rencontres ont réuni des OSIM engagées dans des projets de solidarité au Togo et un représentant du Ministère togolais de la planification, afin d'élaborer une feuille de route conjointe visant à dépasser les blocages institutionnels lors de la conduite de leurs projets. Ces rencontres ont notamment débouché sur la création d'une structure faitière de la diaspora togolaise, qui n'existait pas jusqu'à présent, et dont l'absence limitait la capacité de la diaspora à dialoguer efficacement avec les autorités.

Il ressort de ces expériences que les suivis de RIS sont efficaces quand elles ciblent des acteurs précis, et qu'elles capitalisent sur les résultats précédents. Il ne s'agit pas d'organiser la même RIS une seconde fois, ce qui n'apporterait pas d'éléments nouveaux mais mobiliserait quand même des ressources conséquentes. **Le suivi n'est pertinent que si des propositions sont à concrétiser.**

Dans le cadre du nouveau programme triennal du FORIM (SMA5), il a été décidé d'innover ces suivis de RIS en privilégiant les rencontres bilatérales avec les parties prenantes, sans nécessairement ouvrir un événement grand public. Ces rencontres doivent être préparées en amont avec les acteurs intéressés, débouchant sur des engagements concrets, notamment la signature de conventions. Il s'agira également de cibler les pays qui, en plus de la RIS, ont également accueilli des missions de suivi des projets appuyés par le PRA/OSIM.

Conseil



Les rencontres de suivi sont pertinentes si elles ciblent des acteurs en particulier, intéressés par un approfondissement concret du dialogue et dont le champ d'action apporte une plus-value aux actions des diasporas.



RIS Mauritanie - 2016





RIS Côte d'Ivoire - 2019

... la première RIS organisée au Bénin en 2012, le FORIM et ses collectifs de diasporas, membres et partenaires, ont fait du chemin. Au fur et à mesure de la consolidation de son réseau, de la structuration des diasporas en son sein, et de la montée en puissance de ses dispositifs, notamment le PRA/OSIM, le FORIM est devenu un acteur de premier plan dans la réflexion sur les liens entre parcours migratoires et trajectoires de développement. Cette réflexion, ancrée dans des pratiques concrètes de solidarité mise en œuvre par des associations de diaspora dans leur pays d'origine, place naturellement le FORIM comme acteur légitime autour duquel peut s'articuler des espaces d'échanges et de dialogue. C'est avant tout ce que propose la RIS : offrir aux diasporas les ressources dont elles ont besoin pour qu'elles rassemblent, autour d'elles, des acteurs divers, dont les connaissances, travaux, projets, ambitions, ne dépassent parfois pas le cadre de leurs institutions. Dans la mesure où elles cherchent à questionner les autorités sur leur soutien à la diaspora, les RIS sont nécessairement des rencontres politiques, et doivent être assumées comme telles. Elles ne peuvent pas en revanche être partisans, au risque de polariser les enjeux de développement et de devenir tributaires de la vie politique du pays. Exercice d'équilibriste ? En réalité, les collectifs porteurs, appuyés par le FORIM, y trouvent leur compte et ouvrent des brèches au sein d'institutions qui ne possèdent pas toujours de culture établie de dialogue.

Pour autant, ces « brèches » ne sont pas toujours consolidées : les RIS restent des événements d'envergure, lourds à organiser, et qui constituent plus souvent l'aboutissement d'un projet que le point de départ d'une dynamique partenariale.

Pour ce faire, le FORIM et les associations souhaitent se doter d'outils spécifiques, permettant de construire, dès la phase de démarrage, des relations durables avec les acteurs locaux.

Le partage de pratiques est au cœur de l'ADN des RIS : les diasporas ont peu d'opportunités de partager leurs réussites, difficultés, contraintes dans la conduite de leurs projets, qui plus est directement avec les autorités compétentes. Les deux rencontres régionales CEDEAO ont même réuni des acteurs de la sous-région géographique, tant la migration revêt une réalité qui dépasse les simples cadres nationaux.

A terme, un réseau d'acteurs internationaux sur Migration et Développement pourrait-il être constitué ?

Comment capitaliser sur l'ensemble des connaissances et pratiques qui sont partagées lors des RIS ? Comment mieux diffuser le compte-rendu des rencontres et en tirer les éléments les plus saillants pour poursuivre la capitalisation des connaissances ?

Comment intégrer plus durablement les partenaires sur place des projets portés, dont l'expérience s'intègre encore trop peu dans la programmation des organisations du « Nord » ?

Ce guide pose les bases d'une réflexion plus large, à croiser avec les autres programmes du FORIM, mais aussi avec d'autres acteurs, institutionnels, associatifs, voire privés, qui partagent le même diagnostic : la nécessité de penser collectivement la relation complexe entre migration et développement

LA R.I.S, UN DISPOSITIF PROMETTEUR AU GOÛT D'INACHEVÉ ?

Par Ernest Moussoki, Président de la CAPCOS et facilitateur de la démarche de capitalisation

“

Connaissez-vous les "Rencontres Internationales Sud" ?

”

A présent que vous avez pris connaissance du contenu de ce « Guide pratique » et des témoignages qu'il renferme, vous comprenez mieux, je l'espère, ce qu'est la RIS. Qu'avez-vous retenu d'essentiel ? Je me bornerai juste à attirer votre attention sur les perspectives ouvertes par cet outil.

A la question posée aux précédents organisateurs des formidables moments de communion et d'ébullition collective, « et si c'était à refaire ? ». L'un d'eux nous a répondu :

« **Nous prendrions le temps nécessaire d'une bonne et minutieuse préparation !** ».

Oui, la RIS donne l'eau à la bouche de nos partenaires potentiels du Sud, aussi bien institutionnels qu'associatifs. Elle initie ou impulse, selon les cas, l'opportunité de nouer des partenariats solides. Mais le retour en France des délégations, a ressemblé souvent à un voyage de non-retour.

Les acteurs du Sud se retrouvent dans la situation du pêcheur qui, ayant vu tant de poissons s'agiter joyeusement à son arrivée au bord de l'eau, et après avoir mis à l'eau son hameçon, le cœur rempli d'espoir et d'impatience, attend désespérément de l'autre côté de l'Atlantique ou du Pacifique, que le flotteur veuille bien esquisser un mouvement porteur de message.

Oui, la RIS « **initie** » la relation avec l'écosystème local, comme au Togo, au Ghana, en Mauritanie. Elle « **impulse** », comme en Haïti, au Bénin ou au Burkina Faso.

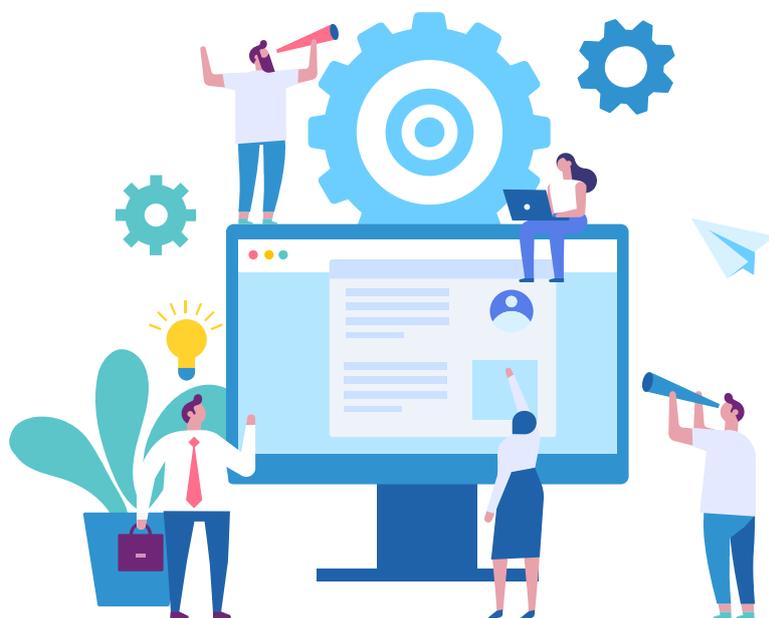
Cependant, quand est-il « **d'amplifier** », de « **consolider** » et de « **pérenniser** » l'intensité de cette relation ? Le programme triennal SMA 5 semble proposer quelques pistes à explorer. Est-il le complément idoine ? Alors, travaillons à compléter notre merveilleux outil de solidarité internationale, « **la RIS** ».



TEMOIGNAGE

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier vivement les participants et participantes des temps collectifs de récolte d'informations sur les RIS, qui, plusieurs années après l'organisation de ces rencontres, ont accepté de partager avec nous leurs expériences. Leurs souvenirs et analyses sont autant d'éléments précieux et permettent au FORIM de construire ses connaissances.



Contact

FORIM

14 passage Dubail
75010 Paris
01 44 72 02 88
www.forim.net

Benoit Mayaux - Chargé de mission Plaidoyer & International - bmayaux@forim.net

Elizabeth Flores - Chargée de mission Capitalisation, études et exploitation de données - eflores@forim.net